

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
19 avril 2012
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 18 avril 2012, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 5 avril 2012, adressée par le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, Kadré Désiré Ouédraogo, concernant la situation au Mali (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) **BAN** Ki-moon



Annexe**Lettre datée du 5 avril 2012, adressée au Secrétaire général
par le Président de la Commission de la Communauté
économique des États de l'Afrique de l'Ouest****Position de la Communauté économique des États de l'Afrique
de l'Ouest concernant la rébellion dans le nord du Mali**

À la session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire) le 27 mars 2012, le sommet, face à l'intensification de la rébellion séparatiste qui sévit dans le nord du Mali et aux atrocités qui accompagnent la saisie de territoires, a adopté une résolution appelant à un cessez-le-feu immédiat et exhorté les groupes armés à obtenir réparation de leurs griefs par le dialogue. Le sommet a par ailleurs décidé que, si les groupes armés ne répondaient pas à l'appel aux négociations, tous les moyens nécessaires, y compris la force, seraient employés pour mettre fin à la rébellion et garantir l'intégrité territoriale du Mali.

Les rebelles du Mouvement national de libération de l'Azawad et les autres groupes armés continuant de lancer des attaques et de perpétrer des atrocités, la Conférence a été amenée à réaffirmer sa position dans un communiqué publié à l'issue d'un minisommet tenu à Abidjan le 29 mars 2012.

Depuis lors, la situation politique et la sécurité au Mali se sont toutefois rapidement détériorées : toutes les grandes villes du nord se trouvent occupées et un nombre alarmant de terroristes supposés et d'autres groupes armés venant de l'étranger ont afflué dans la zone de conflit. Alors que les rebelles du Mouvement national de libération de l'Azawad et d'Ansar Dine se disputent le contrôle du territoire occupé, les cellules terroristes et islamistes, à commencer par Al-Qaïda au Maghreb islamique et les salafistes, ainsi que les réseaux de la criminalité transnationale organisée étendent leur emprise et leurs activités illégales dans la zone. Quant à la situation humanitaire, elle s'aggrave de jour en jour, des milliers de civils continuant de fuir les atrocités.

Du fait de l'offensive sécessionniste et de la criminalité, le nord du Mali est devenu la zone la moins sûre d'Afrique de l'Ouest. La situation fait peser une menace non seulement sur l'unité et l'intégrité territoriale du Mali mais également et surtout sur la paix et la sécurité régionales et internationales. À cet égard, la Conférence considère que la rébellion dans le nord du Mali constitue une agression dirigée contre un État membre de la Communauté et, partant, contre la Communauté elle-même.

Les dispositions du Protocole de non-agression (1978) et du Protocole d'assistance mutuelle en matière de défense (1981) de la CEDEAO et l'article 25 du Protocole relatif au Mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits, et pour le maintien de la paix et de la sécurité (1999) en particulier, obligent la Communauté à intervenir en cas d'agression contre un État membre. Je tiens également à souligner que ces dispositions sont parfaitement conformes aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies.

La CEDEAO travaille en très étroite collaboration avec l'Union africaine sur cette question. Dans son dernier communiqué, publié à l'issue de sa trois cent seizième réunion le 3 avril 2012, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a exprimé son plein soutien à toutes les décisions que la Conférence a prises jusqu'à présent concernant la situation au Mali.

Au vu de ce qui précède, j'ai l'honneur de vous informer que la Conférence entend continuer à rechercher une solution pacifique à la situation d'agression que connaît le Mali. Néanmoins, si le Mouvement national de libération de l'Azawad et les autres auteurs de l'agression s'obstinent à ignorer les ouvertures de paix faites par la CEDEAO, la Conférence emploiera tous les moyens nécessaires, y compris la force, pour défendre l'unité et l'intégrité territoriale du Mali, comme l'y autorisent les Chapitres VII et VIII de la Charte des Nations Unies.

Vous remerciant de bien vouloir tenir le Conseil de sécurité informé de la position de la CEDEAO et d'aider la Communauté et l'Union africaine à obtenir l'appui de ce dernier, je saisis cette occasion pour réaffirmer que la CEDEAO est décidée à œuvrer, en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies, en faveur de la paix et de la sécurité régionales en Afrique de l'Ouest.

Le Président de la Commission
(*Signé*) Kadré Désiré **Ouédraogo**
